

Deslandres, Dominique, John A. Dickinson, et Ollivier Hubert, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Montréal, Fides, 2007. 670 p.

Jean Roy

Volume 36, numéro 2, spring 2008

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1019175ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1019175ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (imprimé)

1918-5138 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Roy, J. (2008). Compte rendu de [Deslandres, Dominique, John A. Dickinson, et Ollivier Hubert, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657-2007*. Montréal, Fides, 2007. 670 p.] *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 36(2), 58–59. <https://doi.org/10.7202/1019175ar>

plus d'attention de la part de leurs élus. Pour les chercheurs intéressés par les questions de citoyenneté et de participation au niveau municipal, *Pointe Saint-Charles* offre un excellent exemple du potentiel et des défis de la contestation des gens « ordinaires » face à des institutions qui leur semblent complètement étrangères, voire antagonistes.

La perspective genrée et les considérations idéologiques sont quant à elles des éléments qui portent les germes de recherches futures, tout en comportant des limites peut-être attribuables à la nature de l'ouvrage. Deux dichotomies paraissent là où l'on aurait préféré voir des relations complexes : entre les hommes et les femmes, tant dans les familles qu'à l'intérieur des groupes communautaires, et entre les activistes de terrain, représentées par les neuf participantes au projet, et les « marxistes-léninistes », qui apparaissent régulièrement comme nuisance sans qu'on sache jamais de qui il s'agit (des hommes ou des femmes? Des résidents du quartier ou des gens venus de l'extérieur?), quels sont leurs buts et surtout, pourquoi leur présence est-elle continuellement tolérée au sein de groupes qui visent des réalisations pratiques et durables. Et pourtant, sans nécessairement procéder à une longue recherche au sujet du marxisme-léninisme des années 1970 au Québec, les auteures avaient ici une belle occasion d'explorer plus en profondeur les préoccupations des uns et des autres, la définition ou la délimitation du monde que chacun et chacune cherchait à changer durant ces décennies d'activisme ininterrompu.

Au bout du compte, un ouvrage qui intéresse et suscite des questions. Il est maintenant à espérer que les Archives populaires sauront trouver le soutien financier nécessaire pour ouvrir à nouveau leurs portes et accueillir des chercheurs qui pourraient poursuivre le travail du Collectif CourtePointe.

Amélie Bourbeau
Université du Québec à Montréal

Deslandres, Dominique, John A. Dickinson, et Ollivier Hubert, dir. *Les Sulpiciens de Montréal : Une histoire de pouvoir et de discrétion, 1657–2007*. Montréal, Fides, 2007. 670 p.

Ce livre, magnifiquement illustré, se présente comme une synthèse fragmentée en vingt et un chapitres. Les trois directeurs ainsi que les onze collaborateurs et spécialistes exploitent des thèmes, apportent de nouveaux savoirs, suggèrent des pistes de recherche. L'histoire des Sulpiciens est également celle de Montréal, en cela elle est une histoire urbaine, et de l'Église québécoise. Sa singularité se voit dans le produit d'une culture spécifique. Bien! mais en quoi l'est-elle? Qu'est-ce qui permet au lecteur de la découvrir. Bref, quels sont les traits de l'identité sulpicienne? La réponse est distillée. Si bien qu'on ne peut ignorer aucun des chapitres.

Seigneurs de l'Île de Montréal, plusieurs des traits qu'ils impriment à l'espace sont encore visibles, dit Jean-Claude

Robert (chapitre 6). John Dickinson écrit un chapitre éclairant sur l'économie, tant sur l'ampleur des entreprises que sur les échecs (chapitre 7). Échec encore de l'évangélisation des amérindiens d'Oka. Les Sulpiciens sont essentiellement des éducateurs. Cela inclut quasi tous les secteurs : la formation théologique décrite par Christine Hudon (chapitre 15), l'enseignement secondaire et collégial ou classique, ainsi que celui des petites écoles, à une certaine époque. Ollivier Hubert rédige là-dessus un chapitre (chapitre 14) captivant qui structure l'ensemble du thème de l'éducation. Il se prolonge encore dans la partie signée par Dominique Deslandres, consacrée aux relations avec les communautés religieuses (chapitre 12). Éducateurs encore par l'enseignement de la foi, ils sont curés, desservants, prédicateurs, dévots, charitables. Chacune de ces dimensions est développée. Pour atteindre leurs objectifs, les Sulpiciens se donnent divers moyens. Sont étudiés le livre, la musique, le chant, les beaux-arts et l'architecture vus comme autant de stratégies culturelles.

La résistance à la canadienisation de la Compagnie tient d'ailleurs son origine dans l'autonomie dont elle dispose dans son fief de Montréal. Missionnaires et pasteurs, les Sulpiciens accompagnent et soutiennent les fondatrices des communautés religieuses. Leur pouvoir est ébranlé par la Défaite de 1759. S'impose alors de solutionner le grave problème de la propriété et de la gestion des biens, jusque-là sous la dépendance de Paris. Ils sont pris en charge par les Montréalais en 1769. L'interdiction du recrutement en France, depuis 1763, est une autre conséquence du changement de régime. Puis, paradoxe, la Révolution impie conduit à l'immigration de plusieurs fils d'Olier.

Les quatre premières décennies du XIX^e siècle se placent sous le signe d'une fragilité ressentie. La désignation d'un évêque de Montréal se fait malgré les *Messieurs* qui estiment qu'un nouveau diocèse sur la rive sud du fleuve s'impose davantage. Toutefois, ils se disent prêts à recevoir son pasteur avec la dignité voulue. Rome nomme Jean-Jacques Lartigue. L'abolition du régime seigneurial, dont il est beaucoup discuté dans les années d'avant les rébellions, est un autre sujet de préoccupation. Autrefois gallicans et près du pouvoir capétien, la Conquête ne les rend pas ultramontains. Et, plus tard, les ignominies de la Révolution française encore fraîches à la mémoire, leur font rejeter tout républicanisme. Leur camp est alors tout désigné.

L'année 1840 marque cependant un tournant. Le gouvernement accorde une Charte d'incorporation aux Sulpiciens, comme d'ailleurs à d'autres. Il ne s'agit donc pas d'un retour d'ascenseur. En clair cela signifie qu'ils ont la possibilité d'acquérir des biens, de se constituer un patrimoine et de l'enrichir. La même année, ils ouvrent un Grand Séminaire et se voient confier par le nouvel évêque Bourget le monopole de la formation du clergé. Leur seul d'ailleurs, car les changements sociaux exigent des services bien supérieurs à leurs capacités. À preuve, l'immigration irlandaise catholique qui impose la fondation d'une desserte paroissiale, Saint-Patrick, distincte

de la paroisse de Notre-Dame, appelée la « French Church ». Sherry Olson donne un texte dont le contenu est capital sur l'apport du clergé irlandais, la spatialisation de la pauvreté et la ségrégation culturelle (chapitre 11).

La démographie galopante de Montréal, le débordement vers les faubourgs rendent nécessaire la restructuration du territoire religieux et l'augmentation de l'encadrement et des services. Bourget s'agite dans tous les sens. Le scindement de l'immense et unique paroisse de Notre-Dame en de nouvelles unités pastorales avec curés résidants est la solution à laquelle les Sulpiciens s'opposent. Simultanément, l'évêque recrute des congrégations pour les desservir, pour enseigner aux enfants, etc. À la fin du XIX^e siècle, plusieurs se partagent le même charisme. Depuis 1857, les Sulpiciens sont déjà bien installés sur la Montagne. Leur collège forme l'élite professionnelle de Montréal, alors que le Grand Séminaire enseigne la théologie aux clercs qui viennent de partout, mais surtout de Montréal. Là réside le réel pouvoir sulpicien, dans le rôle unique d'intermédiaire culturel avec l'influence qui en découle. Certains souhaitent encore qu'on s'adonne à la mission exclusive de la formation théologique. D'autres, comme le Sulpicien Pierre Rousseau en 1885, plus réalistes et mieux insérés dans la société montréalaise, estiment indispensable le maintien d'un collège ouvert, comme ailleurs au Québec. Les Sulpiciens ont toutefois l'opportunité d'ouvrir un petit séminaire vocationnel. C'est l'École Saint-Jean l'Évangéliste qui vit de 1911 à 1927. Le recrutement ecclésiastique qu'il favorise illustre son succès. Il ne dure pas.

La période est particulièrement pénible aux Sulpiciens. En effet, l'ardeur spéculative d'un gestionnaire provoque des pertes financières, puis un endettement tellement profond que le gouvernement québécois impose une tutelle en 1937. Dans les années 1950, le retour sur les investissements dans le secteur de l'enseignement collégial et la vente de biens desserrent l'étau. Sur un tout autre plan, le renforcement de la mission de la formation du clergé étranger prend de la vigueur, masquant le mouvement profond de la désintégration religieuse, amorcé depuis les années 1940, par la baisse du recrutement ecclésiastique dans Montréal.

La recherche identitaire est un sujet passionnant qui se nourrit de tous les indices. Ainsi, le patrimoine matériel religieux sulpicien participe à la fois de l'identité sulpicienne et montréalaise. Autre indice : les Sulpiciens sont à examiner sous les deux aspects de « corps et individus » affirment Jean-Marie Fecteau et Éric Vaillancourt (chapitre 9). Ollivier Hubert défriche cette voie en posant les bases d'une prosopographie (chapitre 5). Son propos initiateur aura-t-il une suite? Étudier d'autres clergés dans la même perspective est également souhaitable afin de préciser les portraits. L'histoire sulpicienne est semée de coups d'éclats et de tensions. Le livre soulève plusieurs de celles-ci. À mes yeux, elles dénotent tout autant l'emprise sulpicienne que la recherche et le renforcement de l'identité des autres institutions. Le livre est sans conclusion. La mienne est de féliciter les Sulpiciens qui ont voulu ce

livre. Un second sur la paroisse sulpicienne serait tout aussi bienvenu.

Jean Roy
Université du Québec à Trois-Rivières

Gagnon, Robert. *Questions d'égouts : Santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal au XIX^e siècle*. Montréal, Les Éditions du Boréal, 2006. 263 p. Bibliographie, cartes, figures, index.

La construction et le développement des villes occidentales au XIX^e siècle se sont accompagnés d'une dimension fortement technicienne, alors que les premiers réseaux techniques y firent leur apparition. En effet, les réseaux de distribution d'eau potable et de collecte des eaux usées, les réseaux de gaz et plus tard à la fin du siècle, les réseaux d'électricité et de téléphone vont à tour de rôle prendre prise et occuper les sous-sols et paysages urbains. Montréal ne fait pas exception; pour croître, accueillir ses nouveaux arrivants et s'inscrire dans la modernité urbaine de l'époque, elle se dote de ces réseaux, dont un réseau d'égouts.

Dans son livre, Robert Gagnon retrace l'histoire de la mise en place de ce réseau dans une perspective qui dépasse l'unique étude de l'artefact technique au profit d'une perspective dite STS, où les éléments de sciences, de techniques et de sociétés sont analysés simultanément. Quels sont, d'après les résultats de l'auteur, les facteurs qui ont permis à Montréal d'établir un réseau d'égouts intégré dès les années 1860? Selon lui, ils sont multiples, tenant à la fois de la croissance démographique que connaît la ville, du développement de son économie, des questions de santé publique, des impératifs financiers de l'administration municipale et de la présence d'un réseau intégré de distribution d'eau potable établi depuis peu.

L'établissement du réseau d'égouts à Montréal ne tiendrait pas uniquement d'impératifs et de facteurs d'ordre technique d'après R. Gagnon. Avec une richesse documentaire notable, l'auteur nous montre également que l'ingénieur civil n'a pas été l'unique acteur de la réalisation du réseau, loin de là. En fait, R. Gagnon montre que la prise de décision s'est faite dans le cadre d'un jeu d'alliance et d'opposition entre visions d'acteurs et de groupes d'acteurs qui, pour les uns, furent davantage intéressés par des questions d'ordre financier, pour les autres, davantage préoccupés par des questions politiques et juridiques. Or, l'auteur montre bien, à l'instar d'études étrangères similaires, que les préoccupations relatives à la salubrité et à la santé publique ont été déterminantes dans l'histoire de l'établissement du réseau et que dans cette même histoire, ce sont l'ingénieur civil, l'ingénieur sanitaire, le responsable de la santé publique et le médecin qui ont tour à tour joué un rôle déterminant.

Dans sa recherche, l'auteur donne une place importante à la contribution des simples citoyens dans l'histoire de l'éta-